

Brochure n° 3167 | Convention collective nationale

IDCC : 2257 | **CASINOS**

Avenant n° 4 du 8 janvier 2020
relatif à la prévoyance et aux frais de santé au 1^{er} janvier 2020

NOR : ASET2050315M

IDCC : 2257

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CDF ;

SCMF ;

ACIF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

FEC FO ;

INOVA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la réforme dite du « 100 % Santé », les partenaires sociaux ont décidé de signer un avenant permettant d'offrir aux salariés de la branche des garanties conformes aux nouvelles obligations légales et réglementaires, à compter du 1^{er} janvier 2020.

Vu l'article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 relatif à la modification de la couverture minimale des contrats responsables ;

Vu le décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 visant à garantir un accès sans reste à charge à certains équipements d'optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires ;

Vu le décret n° 2019-65 du 31 janvier 2019 adaptant les garanties d'assurance complémentaire santé des salariés mises en place en application de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale aux dispositions assurant un accès sans reste à charge à certains frais de santé ;

Considérant la nécessaire mise en conformité imposée par ces textes,

Les partenaires sociaux ont décidé de modifier les garanties prévues dans le régime frais de santé de la branche à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent avenant s'applique à toutes les entreprises qui entrent dans le champ d'application de la convention collective nationale des casinos du 29 mars 2002, étendue par l'arrêté du 2 avril 2003 (IDCC 2257).

Article 2 | Garanties frais de santé

Les garanties frais de santé sont mises en conformité avec les dispositions relatives à la réforme du « 100 % Santé », telles qu'issue des textes cités en préambule.

Les prestations indiquées dans le tableau ci-après sont exprimées en complément des prestations en nature des assurances maladie et maternité de la sécurité sociale.

ACTES	Garanties CCN des casinos En complément des remboursements de la SS
HOSPITALISATION MEDICALE ET CHIRURGICALE	
Frais de séjour	110% de la BR
Honoraires chirurgicaux praticiens adhérents DPTAM	130% de la BR
Honoraires chirurgicaux praticiens non adhérents DPTAM	110% de la BR
Chambre particulière (y compris maternité)	25€ par jour
forfait journalier hospitalier	100% FR
Lit accompagnement enfant de - de 12 ans	15€ par jour
Transport	TM
ACTES MEDICAUX	Ticket Modérateur
consultations et visites de généralistes	30% de la BR
consultations et visites de spécialistes	30% de la BR
actes de chirurgie et techniques médicaux praticiens adhérents DPTAM	60% de la BR
actes de chirurgie et techniques médicaux praticiens non adhérents DPTAM	40% de la BR
actes d'imagerie médicale et d'échographie	30% de la BR
Auxiliaires médicaux, analyses	40% de la BR
PHARMACIE	TM
ANALYSES	40% de la BR
MATERIEL MEDICAL : Appareillage et prothèses médicales, hors aides auditives et optique	65% de la BR
AIDE AUDITIVE OU EQUIPEMENT (par oreille)	
Jusqu'au 31/12/2020 : Appareil auditif remboursé par la Sécurité sociale - par an et par bénéficiaire	140 €
À compter du 01/01/2021 :	
Équipement 100 % Santé (classe I)	Sans reste à payer
Équipement autre que 100 % Santé (classe II) : Bénéficiaire dont l'âge est ≤ à 20 ans ou atteint de cécité	560 €
Équipement autre que 100 % Santé (classe II) : Bénéficiaire dont l'âge est > à 20 ans	160 €
DENTAIRE	
Soins et prothèses dentaires 100% SANTE ayant un HLF en vigueur	Sans reste à charge
Soins dentaires hors 100% Santé	30% de la BR
prothèses dentaires au tarif maîtrisé dans la limite des HLF	250% de la BR
Prothèses dentaires au tarif libre	250% de la BR
Inlays et onlays au tarif maîtrisé dans la limite des HLF	250% de la BR
Inlay et onlays au tarif libre	250% de la BR
Soins orthodontiques remboursés ou, pour les enfants de moins de 18 ans non remboursés par la Sécurité sociale	160% de la BR
Implant (maximum 2/an et par bénéficiaire)	250% de la BR sur une base de 193,50€
OPTIQUE : remboursements y compris la SS	Un équipement (monture + 2 verres) tous les 2 ans sauf pour les mineurs de moins de 16 ans ou en cas de changement de dioptrie
Monture + 2 verres de tous types classe A	Sans reste à charge

Verres de lunettes hors 100% SANTE classe B au tarif libre (forfait par verre) :	
UNIFOCAUX	
de 0 à 4	160€
de 4,25 à 6	170€
de 6,25 à 8	222€
A partir de 8,25	277€
MULTIFOCAUX	
DE 0 à 4	250€
de 4,25 à 6	288€
de 6,25 à 8	300€
A partir de 8,25	311€
Monture	80 €
Lentilles correctrices, jetables ou non jetables (remboursées ou non par la Sécurité sociale)	100€ par an et par bénéficiaire minimum TM pour les lentilles prises en charge SS
Chirurgie réfractive (opération de la myopie)	350€ par œil et par bénéficiaire 20% PMSS limité à 21 jours sur présentation de factures acquittées
CURES THERMALES prises en charge par la SS Frais de traitement et d'honoraires Frais de voyage et d'hébergement	20% PMSS limité à 21 jours sur présentation des factures acquittées
MATERNITE - Forfait naissance ou adoption d'un enfant de moins de 12 ans	Forfait 15% PMSS (doublement si multiple)
ACTES DE PREVENTION (définis par arrêté ministériel du 8 juin 2006)	TM

L'employeur pourra librement négocier au sein de son entreprise les conditions d'une couverture complémentaire santé supérieure aux garanties conventionnelles, laquelle devra être constatée dans un acte juridique interne à l'entreprise, relevant de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale.

Article 3 | *Date d'effet de l'avenant et durée*

Les dispositions du présent avenant prennent effet le 1^{er} janvier 2020 pour une durée indéterminée.

Article 4 | *Rendez-vous, suivi, révision et dénonciation de l'avenant*

En raison de la durée indéterminée du présent avenant, les parties à la négociation s'engagent, conformément à l'article L. 2222-5-1 du code du travail, à se donner rendez-vous et à suivre le régime modifié par le présent avenant.

Le présent avenant pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires dans les conditions visées aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et suivants code du travail.

Il pourra également être dénoncé par tout ou partie des signataires moyennant le respect d'un préavis de 6 mois. Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2222-6, L. 2261-9 et suivants du code du travail. Une nouvelle négociation pourra intervenir dans les conditions prévues à l'article L. 2261-10 du code du travail.

Considérant la composition de la branche constituée pour sa plus grande part d'entreprises de moins de 50 salariés, et au regard des dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de frais de santé dont doivent bénéficier tous les salariés relevant de la convention collective et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 5 | Notification. Dépôt. Extension

Le présent accord sera, conformément aux dispositions du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et, à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt, puis de l'extension du présent accord.

Article 6 | Formalités administratives

Le présent avenant est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour sa remise à chacune des organisations signataires et pour l'accomplissement des formalités administratives utiles.

Le présent avenant sera notifié, à l'initiative de la partie la plus diligente, à l'ensemble des organisations représentatives, et fera l'objet des formalités de publicité et dépôt, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les parties signataires conviennent, à l'initiative de la plus diligente, de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 8 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)